

Eglise de Pologne, entre 1918 et 1989 (notes de travail)

Je m'appelle... je suis Français d'origine polonaise, journaliste à l'Agence France-Presse. J'ai travaillé comme correspondant de l'AFP au Vatican dans les années 80 et depuis je m'intéresse de près à la religion également sur le plan professionnel. J'ajoute que je suis catholique pratiquant.

AVANT L'INDEPENDANCE

Je dois broser à très grands traits l'histoire de l'Eglise de Pologne entre 1918, l'année où la Pologne recouvre son indépendance, et 1989, l'année où elle rompt avec le régime communiste. Mais, pour partir en 1918, je vais faire une brève incursion dans le passé.

D'abord je voudrais poser une question, empruntée au livre de Georges Castellan intitulé « Dieu garde la Pologne » et qui m'a servi dans la préparation de cet exposé. L'expression, souvent rencontrée, « **Polonais = catholique** » et « catholicisme = polonité » est-elle justifiée ? J'ai tendance à dire oui. Et les Polonais le doivent en bonne partie à leurs ennemis, les puissances voisines qui se sont partagé leur pays, la Russie des tsars, la Prusse de Bismarck et l'Autriche des Habsbourg. Et aussi aux communistes.

Entre 1775 et 1918 la Pologne n'existe pas. On appelle cette période époque des partages. L'Etat polonais n'existant pas, la religion et la langue servent à identifier les nationalités, surtout dans les parties occupées par la Russie orthodoxe des tsars et la Prusse protestante de Bismarck. La partie occupée par l'Autriche catholique connaît d'autres problèmes, en général moins graves. L'Eglise a donc joué le rôle de rempart de l'identité nationale polonaise, ce qui a considérablement renforcé son rôle et son prestige dans la société.

Au XIXe siècle, dans les territoires polonais occupés par la Russie, le conflit était exacerbé par le soutien du clergé patriote aux insurrections polonaises, et les tentatives du patriarcat de Moscou de

reconvertir à l'orthodoxie les Uniates, catholiques de rite oriental. Les Uniates étaient des ex-orthodoxes de la partie ruthène du royaume polono-lituanien, qui ont reconnu l'autorité du pape par l'accord de l'Union de Brest en 1596, mais ont gardé le rite oriental, par exemple en autorisant le mariage des prêtres. (Le pape François a dit en juin 2018 que l'Eglise catholique considère, au sujet de l'uniatisme, que « ce chemin d'unité ne va pas ».)

De même en Prusse, l'Eglise catholique a eu à subir la germanisation, car elle était considérée par le pouvoir comme l'institution abritant l'opposition polonaise, défendant la « polonité ».

Quant à la Galicie, occupée par l'Autriche des Habsbourg, là aussi Vienne identifiait la polonité avec le catholicisme et cherchait surtout, comme ailleurs dans l'empire, à renforcer le contrôle de l'Etat sur l'Eglise.

1918 – 1926

Il faut ajouter que dans toutes les parties du territoire polonais vivait une importante minorité juive, représentant autour de dix pour cent de la population. A l'arrivée de l'indépendance, la Pologne était donc un pays multinational et multiconfessionnel, avec des minorités juive, protestante, uniate et orthodoxe, qui étaient souvent soumises à des efforts de polonisation, y compris par l'intervention des autorités dans le domaine religieux. L'importante minorité juive souffrait d'antisémitisme. Quoique le plus souvent non violent, il était présent aussi sur fond religieux, voire encouragé par une partie du clergé.

Au retour de l'indépendance, le 11 novembre 1918, la Pologne était très majoritairement catholique. L'Eglise ne connaissait pas de problème avec l'Etat, elle avait un statut particulier intermédiaire, ni Eglise d'Etat que voulait la droite, ni séparation complète avec l'Etat demandée par la gauche. Ce statut était différent de la situation des autres confessions, justifié par la situation très majoritaire des catholiques. Mais elle posait un problème au Saint-Siège en ce qui

concerne la Haute-Silésie, dont une partie polonaise appartenait au diocèse allemand de Breslau, fortement germanisé par son archevêque allemand, malgré la présence d'une population polonaise. Le nonce, Mgr Achille Ratti, futur pape Pie XI, est apparu plutôt favorable à la partie allemande.

En 1925, la Pologne a signé un concordat avec le Saint-Siège, favorable à l'Eglise : le Vatican nommait les évêques (avec l'accord du président polonais, mais qui ne pouvait pas influencer le choix des candidats, seulement éventuellement en refuser) et surtout l'enseignement de catéchisme devenait obligatoire dans toutes les écoles, sauf dans les universités. En contrepartie les évêques juraient la fidélité au gouvernement et les curés s'engageaient à ne pas participer à des activités contre l'Etat ou l'ordre public. Dans les territoires anciennement occupés par la Prusse et l'Autriche, les riches propriétaires fonciers ont gardé le droit de nommer les curés. Surtout, l'Eglise a pu réorganiser les diocèses en fonction des nouvelles frontières. Non sans quelques problèmes. Plus de problème avec l'épiscopat allemand. Mais, comme à l'époque la Pologne comprenait aussi une partie de la Lituanie d'aujourd'hui, et même sa capitale actuelle, Vilnius, les Litvaniens pouvaient entendre des sermons en lituanien, mais leurs évêques restaient polonais, ce qui a conduit à une tension entre les catholiques litvaniens de Pologne et le Vatican, accusé de favoriser leur « polonisation ».

Mais pour l'Eglise c'était une bonne époque. Le nombre des évêques et des prêtres a augmenté rapidement. De nombreuses associations ont été créées autour des paroisses, dont surtout l'Action catholique, avec 600 000 membres. Son action n'avait pas de caractère socialisant comme la JOC en France, mais plutôt conservateur. Le scoutisme aussi s'est développé fortement, le clergé y jouant un rôle dirigeant. La presse catholique aussi, avec plein de journaux et de revues, et même une agence de presse. L'Etat a favorisé aussi l'université catholique privée de Lublin.

SOUS LE REGIME AUTORITAIRE 1926 - 1939

Après le coup d'Etat de Pilsudski en 1926, les relations sont devenues plus fraîches, le clergé se méfiant du nouveau pouvoir autoritaire, au sein duquel la franc-maçonnerie était influente. Mais il n'y avait pas de problèmes particuliers. Il n'y avait pas en Pologne d'important parti démocrate-chrétien. Les chrétiens de droite se sont contentés d'appuyer l'opposition national-démocrate.

La pratique était forte, mais il s'agissait plus de religiosité populaire qu'intellectuelle.

SOUS L'OCCUPATION SOVIETIQUE ET ALLEMANDE

En septembre 1939 la Pologne est attaquée et envahie par les Allemands et par les Soviétiques. Sous l'occupation soviétique, à partir de 1939, les communistes ont cherché à réprimer la pratique religieuse, des prêtres et des évêques ont été arrêtés, déportés, parfois assassinés, des séminaires fermés. Le rite uniate a été interdit, son clergé et ses églises soumis au patriarcat orthodoxe de Moscou.

Sous l'occupation allemande le clergé a souvent aidé la résistance, certains prêtres ont sauvé des Juifs en leur délivrant en nombre de faux certificats de baptême. Mais il y a eu aussi des manifestations d'antisémitisme. Les nationalistes conservateurs catholiques n'ont pas condamné explicitement l'Holocauste des Juifs mené par les nazis allemands, ou, question plus délicate, des opérations destinées à sauver des enfants juifs placés, cachés, dans des couvents, critiquées parfois par les Juifs comme des tentatives de leur conversion au catholicisme.

Un événement marquant illustre ces différentes facettes du catholicisme polonais. Un franciscain conservateur, le frère

Maximilien Kolbe, a offert sa vie au camp d'extermination d'Auschwitz, pour sauver celle d'un père de famille. Il a été béatifié par Paul VI en 1971 et canonisé par JP 2 en 1982. Il convient de préciser qu'il était nationaliste, opposé tant au communisme qu'au nazisme et à la franc-maçonnerie, assez influente dans l'entourage de Pilsudski et dans les élites politiques en général, et que la puissante association qu'il a créée, la Mission de l'Immaculée, a publié de nombreux journaux au contenu souvent antisémite.

L'APRES-GUERRE 1945 – 1949 DEBUTS DE LA PRESSION COMMUNISTE

A la fin de la guerre, la Pologne se trouve sous la domination soviétique qui impose le communisme. Une longue période marquée par le harcèlement du clergé et des tentatives d'athéisation de la société commence.

Les relations entre l'Etat dirigé par le parti communiste, officiellement athée, et l'Eglise suivront une évolution en dents de scie : Chaque fois que les communistes au pouvoir se sentiront faibles ou menacés, ils chercheront à obtenir sinon la bienveillance, au moins la neutralité de l'Eglise en lui offrant diverses concessions. C'est ce qui s'est produit immédiatement après la fin de la guerre, puis en 1956 avec la déstalinisation, puis encore après la révolte ouvrière en 1970. Mais ces périodes de détente n'ont jamais duré longtemps. Une fois stabilisé, le pouvoir communiste reprenait sa politique agressive pour chercher à réduire l'influence de l'Eglise dans la société. L'Eglise était perçue comme une puissance politique rivale des autorités et surtout du parti unique.

Dans les années 45-49 le gouvernement communiste, encore relativement faible, malgré l'appui de l'armée soviétique, ne s'attaque pas brutalement à l'Eglise, même s'il dénonce dès 1945 le concordat d'avant-guerre avec le Saint-Siège. Il s'appuie sur le fait que sous l'occupation nazie des diocèses ont été confiés à des

hiérarques allemands, - ce qui était contraire au concordat et a été critiqué aussi par le gouvernement non-communiste en exil en Occident dès décembre 1939 - et que le Vatican a maintenu des relations avec ce gouvernement polonais à Londres. Mais les biens de l'Eglise ne sont pas confisqués, la presse catholique réapparaît, tandis que les évêques restent complètement neutres en politique. Puis, avec le renforcement et le durcissement du régime communiste tout change : des prêtres sont arrêtés, certains évêques contraints d'obéir aux autorités, les biens fonciers de l'Eglise sont saisis. La catéchèse dans les écoles, d'abord tolérée, est ensuite de plus en plus limitée. La police politique recrute des informateurs et des agents d'influence au sein du clergé. Un groupe de catholiques d'extrême droite, créé autour de Boleslaw Piasecki sous le nom de **Pax**, est formé, avec la bénédiction des autorités et probablement des services spéciaux de Moscou, et il cherche à diviser les fidèles tout en appuyant le régime en place. Les autorités créent aussi un mouvement de « prêtres patriotes », en fait pro-régime.

La période du stalinisme le plus dur s'ouvre bientôt après.

SOUS LE STALINISME DUR 1950 – 1956

Cela commence par un accord entre l'Eglise et l'Etat signé le 14 avril 1950 par le cardinal primat Stefan Wyszynski, dont la forte personnalité charismatique dominera la vie de l'Eglise de Pologne jusqu'à sa mort en 1981, moins de trois ans après l'élection de Karol Wojtyla au pontificat. Wyszynski était un leader très ferme, peut-être pas tellement par son tempérament personnel que par le sens de mission qui lui dictait de préserver à tout prix l'unité de l'épiscopat et du clergé et la pratique religieuse. Le Premier ministre non-communiste, Tadeusz Mazowiecki, un intellectuel catholique très respecté, a raconté qu'un jour, lors d'une discussion informelle, Wyszynski a dit « ce qui est bon pour l'Eglise, c'est moi qui le décide ».

Des pouvoirs spéciaux lui ont été accordés en secret par le pape Pie XII – ces pouvoirs avaient été déjà attribués à son prédécesseur, le cardinal primat August Hlond. On n’a jamais su exactement ce qu’ils étaient, mais il s’agissait certainement de l’armer contre l’oppression communiste et de lui permettre d’aider le clergé et les fidèles catholiques non seulement en Pologne, mais aussi en URSS et dans les autres pays sous le joug de Moscou. Il est probable, mais on ne le sait pas vraiment, que c’est ainsi qu’il n’y a pas eu en Pologne de nomination de nouveau primat jusqu’à la mort de Wyszynski.

Ouvrons ici une parenthèse historique : lorsque la Pologne était une monarchie, depuis 1572 le roi était élu par la noblesse. Et entre le décès du roi et son élection, c’est le primat, membre du Sénat, qui était **interrex**, qui assurait l’intérim. C’est lui qui comptait les voix et annonçait le résultat du vote. Cette procédure a été maintenue pratiquement jusqu’à la moitié du 18^e siècle. La tradition était bien connue, et comme le gouvernement communiste était perçu comme usurpateur, illégal, par une bonne partie de la société, le primat Wyszynski était vu – et probablement se voyait lui-même – comme le vrai chef de la nation. De la nation plutôt que de l’Etat, il reconnaissait les compétences du gouvernement communiste.

Revenons à l’accord de 1950 signé par Wyszynski. L’épiscopat s’engage à appuyer la politique de l’Etat, à demander au Vatican d’établir des diocèses polonais sur les territoires repris à l’Allemagne et à ne pas s’opposer à la collectivisation des terres.

C’est un accord controversé, considéré par certains évêques comme une concession allant trop loin, par Mgr Wyszynski lui-même comme une démarche permettant de sauver la pratique dans la mesure du possible et surtout de donner un cadre légal aux activités de l’Eglise. Là, il s’est trompé, car les communistes n’ont jamais respecté ce document, pourtant confectionné sous leur dictée.

Tensions avec le Vatican

Cet accord est mal vu au Vatican qui n'approuve pas toutes les positions de Mgr Wyszynski. Il s'agit surtout des divergences concernant la délimitation des diocèses dans les territoires ex-allemands attribués à la Pologne et de ceux qui ont été tronqués par la cession d'immenses territoires à l'URSS. C'est encore l'administration des « territoires recouverts » repris à l'Allemagne qui fait problème, car le Vatican ne veut pas la modifier sans un traité de paix en bonne et due forme entre la Pologne et l'Allemagne, même si Mgr Wyszynski, pressé par le gouvernement, va le demander à Rome. Ces diocèses seront donc pendant de longues années gouvernés par des administrateurs apostoliques.

Le stalinisme progresse encore en Pologne. La nouvelle Constitution votée en 1952 limite la liberté religieuse, des prêtres sont accusés d'espionnage au profit de l'Occident. Un évêque est condamné à 12 ans de prison pour avoir obéi aux Allemands sous l'occupation. Finalement, l'Etat veut avoir le droit de décider la nomination des prêtres et des évêques et de leur imposer un serment de loyauté. En 1953, Wyszynski et tous les évêques répondent par une longue lettre de refus, résumée par la formule « non possumus ». En septembre de cette année, le primat est arrêté et envoyé dans un couvent. Il restera interné pendant trois ans, alors que les évêques prêtent le serment de loyauté au gouvernement.

Le cardinal primat est étroitement surveillé par des agents de la police politique UB, dont une religieuse et un prêtre qui l'accompagnent à Komancza, dans le sud-est de la Pologne. Mais, surtout au cours de la troisième année de sa détention, quand la déstalinisation à Moscou commence à avoir des effets de dégel aussi en Pologne, il peut recevoir des visiteurs, y compris des prêtres et des évêques et, par leur intermédiaire, il continue à gouverner l'Eglise. En même temps, il réfléchit à sa stratégie future et met au point son grand projet de Neuvaine pour marquer en 1966 le millénaire du christianisme en Pologne.

Cette neuvaine ne compte pas neuf jours, mais neuf années. C'est un vaste projet marqué par l'orientation mariale et la religiosité populaire que le cardinal considère comme la meilleure voie pour préserver la foi des Polonais face à l'offensive incessante de l'Etat athée.

DETENTE ET DURCISSEMENT SOUS GOMULKA 1956 - 1970

Il est libéré grâce au dégel poststalinien en 1956 et entame une période de prudente coopération avec le chef du PC Wladyslaw Gomulka, lui-même victime du stalinisme et tenant d'une variante « nationale » du communisme. Mais la détente – qui permet de réintroduire le catéchisme à l'école primaire – ne dure pas longtemps, les communistes, voyant dans l'Eglise l'unique force rivale pour le gouvernement des âmes, pressés aussi par les Soviétiques, recommencent à harceler le clergé et à chercher à détourner les jeunes de la pratique religieuse.

Mentionnons toutefois l'accord donné par Gomulka pour la création d'un petit groupe parlementaire catholique semi-indépendant, dit de Znak, du nom d'un mensuel édité à Cracovie par des intellectuels catholiques qu'on pourrait qualifier de modernes et souvent prenant leurs distances à l'égard de l'épiscopat. Bien entendu, ces parlementaires n'ont aucune influence politique : ils occupent cinq sièges sur 460. Mais leurs interventions à la Diète, bien que censurées par les médias, apportent un petit souffle frais. Et un de ses représentants, Stanislaw Stomma, fera preuve de courage en s'abstenant en 1976 lors du vote d'une nouvelle Constitution censée confirmer le rôle dirigeant du parti unique et l'alliance avec Moscou.

Bien entendu, les objectifs de cette concession du pouvoir n'étaient pas clairs, il pouvait fort bien s'agir de semer la division au sein de la communauté catholique et de donner à l'étranger une apparence de démocratisation. Pour être complets, il faut savoir qu'il y avait aussi

quelques autres députés « catholiques » complètement inféodés au pouvoir.

Un affrontement violent se produit à l'occasion du millénaire de la Pologne, célébré en 1966, soit mille ans après le baptême du roi Mieszko Ier et de ses sujets, événement considéré et présenté dans les manuels d'histoire comme fondateur de l'Etat polonais. L'Eglise l'a bien préparé et organisé de multiples pèlerinages et processions, renforçant l'idée selon laquelle Polonais et catholique sont des termes indissociablement liés, voire synonymes. Le PC a cherché à combattre ces initiatives, y compris en lançant les siennes, telle la construction de « mille écoles pour le millénaire ». Des séances de cinéma et des spectacles populaires ont été organisés à l'heure des cérémonies religieuses. Le gouvernement a interdit le déplacement à travers toute la Pologne de l'icône de la Vierge de Czestochowa, vénérée aussi pour des raisons patriotiques, car censée avoir rassemblé les Polonais pour résister à une invasion suédoise au XVIIe siècle. Le cardinal Wyszynski y riposte en faisant voyager le cadre vide de l'icône, porté en procession sur toutes les grandes routes de Pologne. Auparavant, il commence par faire célébrer en 1956 le 300^e anniversaire des « vœux de Lwow », une cérémonie religieuse organisée en 1656 par le roi Jean Casimir pour confier la patrie, attaquée par les Suédois (protestants), à la Sainte-Vierge, proclamée « reine de Pologne ». En 1956, ce sont les « vœux de Jasna Gora », le sanctuaire marial de Czestochowa. Le siège du cardinal primat, placé sur le podium, reste vide, Mgr Wyszynski est encore détenu.

Le pape Paul VI a été invité aux célébrations à Jasna Gora en 1966. Mais le gouvernement s'est arrangé pour que ce voyage ne se fasse pas. Une nouvelle fois, un fauteuil, cette fois-ci celui du pape, était resté vide à côté de l'autel.

PARDONNER ET DEMANDER PARDON 1965-66

Le conflit avec les communistes s'aggrave encore plus lorsque les évêques polonais adressent, à l'occasion du millénaire, une lettre à l'épiscopat allemand, dans laquelle ils « pardonnent et demandent pardon » aux Allemands pour les horreurs de la 2^e guerre mondiale. Les communistes y voient une belle occasion d'attaquer l'Eglise, le sentiment antiallemand étant encore très fort en Pologne, qui avait perdu six millions de citoyens – dont trois millions de Juifs – entre 1939 et 1945. C'est peut-être le seul exemple où le pouvoir communiste réussit à obtenir le soutien d'une bonne partie de la société. Gomulka a considéré que l'épiscopat a empiété sur les compétences du gouvernement en parlant de politique étrangère. Et surtout, en prônant la réconciliation avec l'Allemagne fédérale, les évêques, inconsciemment, risquaient d'enlever aux communistes un argument clé en faveur de l'alliance avec Moscou, censée protéger la Pologne contre le révisionnisme allemand. La réponse de l'épiscopat allemand a été assez décevante. Les évêques de la République fédérale voulaient probablement éviter de se faire critiquer par leurs compatriotes chassés des territoires attribués à la Pologne et qui ont créé des associations influentes. Mais, vu dans la perspective historique, le geste des évêques polonais a marqué une étape dans le processus de détente polono-allemande.

LE CONCILE ET LES RAPPORTS AVEC KAROL WOJTYLA

Le gouvernement – qui crée au ministère de l'Intérieur un bureau dédié à la lutte contre l'Eglise – cherche aussi à semer la discorde au sein de l'épiscopat, et notamment à opposer le cardinal Wyszynski, qu'on croit conservateur, à l'archevêque « moderne » de Cracovie Karol Wojtyla, devenu cardinal en 1967. Toute une équipe de la police politique travaille là-dessus, des agents sont recrutés dans l'entourage du primat, un long texte anonyme l'accusant de trop

insister sur le culte marial est distribué à Rome, lors du Concile Vatican II, en plusieurs langues.

Il est vrai que le futur pape Jean Paul II, participant actif au Concile Vatican II, connaissant plusieurs langues étrangères et voyageant souvent à l'étranger, utilise un autre langage que le primat.

Wyszynski, lui, apparaît attaché au rôle particulier prêté à la Pologne, dans la ligne des grands poètes du XIXe siècle qui la qualifiaient de « Christ des nations ». Mais on ne peut pas affirmer que ces manœuvres des services spéciaux pour dresser Wyszynski et Wojtyla l'un contre l'autre aient réussi. Une amitié et une loyauté à toute épreuve liait les deux hommes.

Il est vrai cependant que, tout en acceptant sur le fond des orientations du Concile telles que le renforcement du rôle des laïcs, voire le remplacement du latin par les langues nationales dans la liturgie, Mgr Wyszynski a jugé que leur introduction, dans la situation de conflit avec le pouvoir politique, pourrait déboussoler les fidèles et donc favoriserait les communistes, et il a retardé l'introduction de ces réformes.

LE PRAGMATISME DE GIEREK, SOUTIEN PRUDENT A LA NOUVELLE OPPOSITION

La révolte ouvrière de décembre 1970, provoquée par des difficultés économiques, puis l'émergence d'une opposition conduisent le nouveau chef du PC, Edward Gierek, un leader pragmatique formé par son passé de syndicaliste en France et en Belgique, à offrir différentes concessions à l'Eglise. La plus importante, sur le plan matériel, est la restitution à celle-ci des biens religieux repris à l'Eglise allemande dans les territoires attribués à la Pologne en 1945. Le gouvernement déclare vouloir « normaliser » les relations avec l'Eglise, le Premier ministre rencontre le cardinal primat pour discuter de problèmes à régler, puis un organe gouvernemental chargé des relations avec l'épiscopat est créé. Cette évolution, cette détente, est

favorisée par le contexte international : juste avant la démission de Gomulka, un traité est enfin conclu avec la République fédérale d'Allemagne qui reconnaît la nouvelle frontière occidentale polonaise. Du coup, le Saint-Siège accepte de redessiner la carte des diocèses qui étaient jusqu'à ce moment-là considérés à Rome comme allemands. Maintenant ils deviennent polonais, à la grande satisfaction tant de l'épiscopat que du pouvoir communiste de Varsovie. Ce qui ne fait pas disparaître tous les points de friction : les permis de construire pour les nouvelles églises sont très difficiles à obtenir, les étudiants des séminaires sont appelés sous les drapeaux, contrairement à un vieil accord...

Vers le milieu des années 70 les relations s'enveniment à nouveau, le cardinal Wyszynski et l'épiscopat apportant leur appui à la nouvelle opposition, tant contre la répression des ouvriers grévistes et des intellectuels qui les défendent, que contre le manque de liberté d'expression et, surtout, contre un projet de Constitution confirmant le régime communiste et l'alliance avec l'Union soviétique. Des journaux catholiques, Tygodnik Powszechny et Wiez, publient des articles présentant les arguments de l'opposition, mais l'épiscopat dans son ensemble reste prudent et plutôt réservé. Le cardinal Karol Wojtyla, archevêque de Cracovie, défend les droits de l'homme en des termes généraux, parlant de principes éthiques sans évoquer directement l'actualité. Finalement la Constitution est adoptée, avec quelques petits aménagements des passages cruciaux.

Le chef du PC rencontre le cardinal primat, puis, en visite en Italie, est reçu en audience privée par le pape Paul VI. Ces rencontres doivent servir à renforcer « l'unité » de la nation face aux problèmes économiques. Pour le pouvoir communiste, il s'agit d'inciter l'Eglise à apaiser les tensions, alors que les Polonais en ont assez de l'austérité et de la corruption et sont de plus en plus prêts à descendre dans la rue.

Avant de passer à l'étape nouvelle ouverte par l'élection du cardinal archevêque de Cracovie au pontificat, revenons encore en quelques mots sur ses relations avec Mgr Wyszynski. Les services spéciaux polonais ont tenté pendant des années de brouiller les deux hommes, de les jouer l'un contre l'autre. Mais en vain, la solidarité de Wojtyla à l'égard du primat était totale. Certes, il y avait entre eux des différences de vision : Wyszynski était convaincu que le socialisme à la soviétique était là pour longtemps et qu'il fallait que l'Eglise s'y adapte le mieux possible, tout en défendant la liberté religieuse et donc la liberté tout court. Wojtyla, lui, était d'avis que l'Eglise doit contribuer à l'évolution voire à l'abolition de ce système. Wyszynski était certain que la pratique de la religiosité populaire était le fondement solide nécessaire pour s'opposer à l'athéisation. Wojtyla était proche des intellectuels catholiques de Cracovie, groupés autour de l'hebdomadaire Tygodnik Powszechny, des mensuels Znak et Wiez. Inspirés par Maritain et Mounier, donc personnalistes, jugeant que l'individu est plus important que la nation, ils étaient favorables notamment au renforcement du rôle des laïcs dans l'Eglise et à l'ouverture aux autres religions. Ces différences n'ont pas conduit à un conflit entre les deux hommes. Jusqu'au conclave qui l'a élu pape, le cardinal Wojtyla a tenu à ne rien faire qui puisse nuire à l'autorité du primat.

ELECTION D'UN PAPE POLONAIS ET COUP DE FORCE DE JARUZELSKI 1978 - 1989

L'histoire de la Pologne et du monde communiste prend un tournant extraordinaire avec l'élection de Karol Wojtyla au pontificat, le 16 octobre 1978.

La suite est trop bien connue pour que nous entrions dans les détails. Les Polonais, nation résignée, reprennent l'espoir de changer leur vie, l'opposition au communisme se renforce, le pape appuie la création d'un syndicat indépendant. Cette organisation, « Solidarité », devient

un mouvement de masse. L'image des messes célébrées dans les chantiers navals de Gdansk en grève, dont les portes sont décorées de portraits de Jean Paul II fait connaître à l'étranger l'alliance entre la nation – et surtout sa classe ouvrière - et l'Eglise. Le régime, dirigé maintenant par le général Wojciech Jaruzelski, ne trouve pas d'autre moyen de se défendre, en fait de prolonger son agonie, qu'en décrétant, le 13 décembre 1981, l'état de siège pour fermer les frontières et interner des milliers de personnes.

A nouveau, l'Eglise devient le rempart et l'abri des Polonais réprimés par le pouvoir et son image en ressort considérablement renforcée, y compris parmi les groupes sociaux qui en étaient relativement éloignés. A preuve, un livre d'Adam Michnik, intellectuel athée de gauche et anticommuniste, sur l'alliance nécessaire entre la gauche et l'Eglise. Ce livre, « l'Eglise et la gauche », a été publié aussi en France, chez Seuil, en 1979.

De nombreux prêtres cachent ou aident les militants de l'opposition qui ont échappé à l'internement et vivent dans la clandestinité. En même temps, les paroisses deviennent le principal lieu de distribution de l'aide matérielle envoyée massivement par plusieurs pays occidentaux. La vie intellectuelle et artistique étant officiellement gelée, c'est dans les églises et les salles paroissiales qu'elle se déplace.

Lorsque l'état de siège est levé, la tension entre la majeure partie de la société et le pouvoir persiste. La visite de Jean Paul II, en 1983, d'ailleurs longtemps retardée par Varsovie - n'y change pas grand-chose. La visite du général Jaruzelski au Vatican, qui l'a précédée de quelques mois, non plus.

Sans encourager des actions illégales, le pape a une nouvelle fois critiqué, en des termes mesurés mais fort clairs, la situation dans son pays.

Un an plus tard, trois agents de la police politique polonaise assassinent un jeune prêtre, aumônier du syndicat Solidarité à Varsovie, Les « messes pour la patrie » célébrées par Jerzy Popieluszko attiraient des milliers de personnes. Elles étaient considérées par le pouvoir comme des attaques contre lui. Mais le général Jaruzelski juge aussi que cet assassinat risque d'ébranler encore plus son régime. Les assassins et leur chef direct sont arrêtés, jugés et condamnés, mais l'identité du haut responsable ayant commandité l'assassinat n'a jamais été établie. Popieluszko a été béatifié en 2010.

DANS LA POLOGNE POSTCOMMUNISTE ET APRES LA MORT DE JP2

Mentionnons encore quelques phénomènes ayant marqué l'histoire de l'Eglise dans la Pologne démocratique. Le pape Jean Paul II a joué un rôle important dans l'adhésion de son pays à l'Union européenne, alors que l'on considère généralement que bien des évêques et des prêtres n'y étaient pas favorables, cela s'entendait clairement dans leurs homélies. Durant son pontificat, la Pologne a connu une importante vague de vocations. Cela s'est accompagné par la suite d'un phénomène décrit comme une sorte de « triomphalisme » de certains prêtres, irritant pour des groupes de fidèles.

Mais après sa mort les vocations ont commencé à se faire de plus en plus rares et la pratique est entrée dans une phase de déclin. La révélation de quelques scandales de pédophilie y a joué un rôle et a conduit à l'émergence de questions sur les raisons pour lesquelles Jean Paul II n'y pas répondu de manière plus ferme et publique. Plusieurs théories ont été formulées à ce propos. L'une veut que son entourage ait filtré certaines informations pour ne pas affliger le souverain pontife. Une autre, que le pape ait jugé que la discrétion était indispensable pour préserver l'unité de la communauté des fidèles et l'autorité des évêques. Personnellement, ayant connu Jean

Paul II – dans la mesure où un journaliste peut connaître un pape - je suis convaincu qu'il n'y avait là aucun jeu cynique, aucune manipulation, que Jean Paul II a choisi le chemin qu'il jugeait le meilleur pour l'Eglise, pour les victimes et même aussi pour les coupables.

Une forte majorité de Polonais se déclarent toujours catholiques. Mais la pratique dominicale a chuté, surtout chez les jeunes, et avoisine aujourd'hui 35%. Cela peut être dû en partie à la pandémie du Covid-19. Vers 2010, la pratique était encore d'environ 50%. Ceci dit, je suis d'avis que la pratique qui continue est en quelque sorte plus authentique, plus réfléchie, finalement plus solide. On ne va plus à la messe parce qu'on craint ce que diront les voisins. On y va parce qu'on croit en Dieu.